

# **CABINET CARTIER**

*SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES*

*inscrite au tableau de l'ordre du Conseil Régional de Rouen*

*Membre de la Compagnie des Commissaires aux Comptes de Rouen*

37, Allée l'arc en ciel – 76230 BOIS GUILLAUME - Tél. 02 35 71 00 73

## **UNION DÉPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA SEINE MARITIME**

-----

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice Clos le 31 Décembre 2022**

-----

### **ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 23 JUIN 2023**

## **I - OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'UDAF 76 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association UDAF 76.

## **II - FONDEMENT DE L'OPINION**

### **1°) Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **2°) Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

### **3°) Observations**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, il y a lieu de souligner les informations suivantes figurant dans l'annexe qui précisent :

- que les autorités administratives de tarification disposent du pouvoir de corriger, tout ou partie, de la part du résultat comptable provenant de la gestion conventionnée et qu'en conséquence (annexe A/1 page 1) :

Les résultats conventionnés de l'exercice 2021 sont susceptibles d'être corrigés (annexe A/1 page 1).

L'affectation du résultat de l'exercice 2021 décidée par votre assemblée générale du 22 juin 2022 mentionnée au paragraphe B/2 page 4, reste au 31 décembre 2022 en attente d'une affectation définitive, les montants respectivement créditeurs de 244 211.87 € et 8 213.32 € restant à cette date sous contrôle des tiers financeurs.

L'affectation du résultat de l'exercice 2021 par l'autorité de tarification intervenue courant 2022 est décrite aux paragraphes A1 et B5.

- l'inscription en 2009 au poste provision pour renouvellement des immobilisations de la plus-value réalisée sur la vente de l'immeuble situé rue de l'Hôpital à Rouen faisait l'objet jusqu'en 2020 d'une reprise au compte de résultat à hauteur des amortissements et intérêts de façon à éviter l'imputation de ces charges sur les budgets des services. En 2022, la provision pour renouvellement des immobilisations qui s'élevait à l'ouverture de l'exercice à 967 036.37 € a été diminuée de la reprise habituelle pour 82 928,30 €. Après cette diminution le montant de la provision pour renouvellement des immobilisations se trouve ramené au 31 décembre 2022 à 884 108.07 € (annexe pages 10)

- le montant de l'engagement en matière de retraite des salariés soit 647 843.70 € provisionné à hauteur de 268 566.62 €, la partie non provisionnée de cet engagement ressortant donc à 379 277.08 € (annexe page 12)
- les montants enregistrés au poste Fonds dédiés par services et par nature (annexe page 14)
- à partir de l'exercice 2021 la neutralisation des comptes de liaison inter-services de l'UDAF 76 tant à l'actif qu'au passif du bilan de l'entité juridique UDAF 76 ce qui contribue à améliorer l'information financière communiquée.

### **III – JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel. Elles ont porté sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

- le référentiel comptable indiqué dans l'annexe qui précise que les comptes annuels sont établis et présentés conformément aux principes comptables de base, aux dispositions réglementaires et aux adaptations spécifiques du secteur médico-social. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par l'UDAF 76, nous avons vérifié en particulier pour les créances et la trésorerie, le caractère approprié de ces méthodes comptables et des informations correspondantes fournies en annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **IV - VERIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

### **V - RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **VI - RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

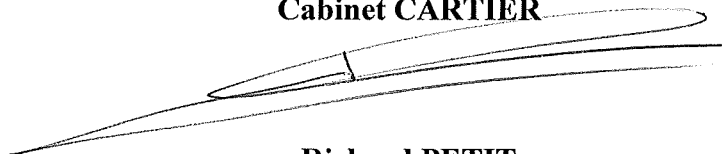
Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de l'association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

**Fait à Mont Saint Aignan, le 20 juin 2023**

**Cabinet CARTIER**



**Richard PETIT**

REALISE UDAF 76 : 31/12/2022

ACTIF	31/12/2022			31/12/2021
	Brut	Amort. et dépréciations	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement	9 982.40	9 982.40		1 050.20
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	29 225.40	24 385.15	4 840.25	9 449.41
Autres immobilisations incorporelles	73 152.81	72 239.86	912.95	
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles :				
Terrains	13 965.88	3 406.30	10 559.58	11 956.18
Constructions	3 658 955.85	2 718 154.30	940 801.55	1 089 445.75
Installations techniques, matériel et outillage industriels	116 856.87	113 918.60	2 938.27	2 083.36
Autres immobilisations corporelles	359 474.22	290 671.93	68 802.29	74 357.78
Immobilisations reçues en affectation				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières :				
Participations et Créances rattachées à des participations	4 262.25		4 262.25	4 262.25
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 981.87		1 981.87	2 111.87
<b>Total 1</b>	<b>4 267 857.55</b>	<b>3 232 758.54</b>	<b>1 035 099.01</b>	<b>1 194 716.80</b>
Comptes de liaison (2)				
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours :				
Matières premières et fournitures				
Autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances :				
Créances redevables clients, usagers et comptes rattachés	307 976.08	82 160.96	225 815.12	243 281.57
Autres créances	21 524.29		21 524.29	12 745.38
Valeurs mobilières de placement :				
Actions propres				
Autres titres				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	3 043 373.99		3 043 373.99	2 515 723.80
Charges constatées d'avance	25 119.10		25 119.10	24 768.19
Créances reçues par legs et donations				
<b>Total 3</b>	<b>3 397 993.46</b>	<b>82 160.96</b>	<b>3 315 832.50</b>	<b>2 796 518.94</b>
Frais d'émission des emprunts (4)				
Primes de remboursement des emprunts (5)				
Ecart de conversion actif (6)				
<b>Total général (1+2+3+4+5+6)</b>	<b>7 665 851.01</b>	<b>3 314 919.50</b>	<b>4 350 931.51</b>	<b>3 991 235.74</b>

REALISE UDAF 76 : 31/12/2022 .

PASSIF	31/12/2022	31/12/2021
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise :		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	636 483,44	636 483,44
Fonds propres avec droit de reprise :		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves :		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Réserves sous gestion contrôlée	346 565,78	230 418,59
Autres	21 341,06	21 341,06
Ecart d'équivalence		
Report à nouveau :		
Report à nouveau sous gestion non contrôlée	-184 347,72	-328 052,68
Report à nouveau sous gestion contrôlée	-99 580,78	-85 504,87
Excédent ou déficit de l'exercice	416 306,38	396 130,15
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées :		
Couverture du besoin en fonds de roulement		
Provisions réglementées relatives aux immobilisations	884 108,07	967 036,37
Provisions réglementées relatives aux stocks		
Réserves des plus-values nettes d'actif	87 704,29	87 704,29
Autres provisions réglementées		
<b>Total 1</b>	<b>2 108 580,52</b>	<b>1 925 556,35</b>
Comptes de liaison (2)		
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	216 500,05	200 575,99
<b>Total 3</b>	<b>216 500,05</b>	<b>200 575,99</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	268 566,62	148 559,25
<b>Total 4</b>	<b>268 566,62</b>	<b>148 559,25</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	452 950,47	520 464,35
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	135 417,12	129 856,56
Dettes des legs ou donations		
Dettes sociales et fiscales	1 087 737,39	956 166,08
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	81 179,34	110 057,16
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
<b>Total 5</b>	<b>1 757 284,32</b>	<b>1 716 544,15</b>
Ecart de conversion passif (6)		
<b>Total général (1+2+3+4+5+6)</b>	<b>4 350 931,51</b>	<b>3 991 235,74</b>

REALISE UDAF 76 : 31/12/2022

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2022	31/12/2021
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	1 392.00	1 601.73
Ventes de marchandises		
Ventes de Biens et Services		
Ventes de Biens		
Montant net du chiffre d'affaires	1 392.00	1 601.73
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	178 836.57	215 155.74
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	8 023 206.62	7 357 078.90
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurance-vie		
Contributions financières		
Production stockée		
Production immobilisée		
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	83 666.44	14 246.09
Autres produits	1 071.51	1 487.17
Utilisation des fonds dédiés	171 876.79	129 201.12
<b>Total 1</b>	<b>8 460 049.93</b>	<b>7 718 770.75</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variations de stocks de marchandises		
Achats de matières premières et fournitures		
Variation de stock de matières premières et fournitures		
Achats d'autres approvisionnements	19 770.65	16 452.00
Variation de stock d'approvisionnements		
Autres achats et charges externes	1 042 688.51	1 006 008.82
Aides financières	64 843.00	27 109.63
Impôts, taxes et versements assimilés	529 333.07	497 037.21
Salaires et traitements	4 299 154.41	3 865 199.21
Charges sociales	1 671 069.18	1 571 223.70
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	274 890.48	192 180.04
Dotations aux provisions	48 681.91	51 590.65
Reports en fonds dédiés	187 800.85	158 097.00
Autres charges	6 772.83	5 902.24
<b>Total 2</b>	<b>8 145 004.89</b>	<b>7 390 800.50</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (1-2)</b>	<b>315 045.04</b>	<b>327 970.25</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
Produits financiers de participation		
Produits financiers d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres Intérêts et produits assimilés	560.00	160.02
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total 5</b>	<b>560.00</b>	<b>160.02</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	12 547.97	14 589.64
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cession de valeurs mobilières de placement		
<b>Total 6</b>	<b>12 547.97</b>	<b>14 589.64</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (5-6)</b>	<b>-11 987.97</b>	<b>-14 429.62</b>
<b>3. RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (1-2+3-4+5-6)</b>		

REALISE UDAF 76 : 31/12/2022

COMPTE DE RESULTAT		31/12/2022	31/12/2021
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>			
Produits exceptionnels sur opération de gestion		36 121.75	
Produits exceptionnels sur opération de capital			
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		84 385.67	84 008.30
<b>Total 7</b>		120 507.42	84 008.30
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>			
Charges exceptionnelles sur opération de gestion		341.00	40.78
Charges exceptionnelles sur opération de capital		6 917.11	
Dotations aux amortissements et aux provisions			
<b>Total 8</b>		7 258.11	40.78
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (7-8)</b>		113 249.31	83 967.52
Participation des salariés aux résultats (9)			
Impôts sur les bénéfices (10)			1 378.00
<b>PRODUITS CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat		58 036.97	61 263.51
<b>Total A</b>		58 036.97	61 263.51
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole		58 036.97	61 263.51
<b>Total B</b>		58 036.97	61 263.51
<b>TOTAL DES PRODUITS (1+3+5+7+11)</b>		8 581 117.35	7 802 939.07
<b>TOTAL DES CHARGES (2+4+6+8+9+10+12)</b>		8 164 810.97	7 406 808.92
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>		416 306.38	396 130.15



## ANNEXE DES COMPTES ANNUELS AU 31/12/2022

### DE L'UDAF DE SEINE-MARITIME

#### **A - Principes, règles et méthodes comptables :**

A/1- Les comptes annuels sont établis et présentés conformément :

- ✓ Aux dispositions du règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 et du règlement ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.
- ✓ Sont abrogées par l'ANC 2018-06, toutes les dispositions des précédents règlements, du CRC 99-01 et 99-03 du 29 avril 1999, du comité de réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations
- ✓ Aux adaptations et spécificités du secteur médico-social, par l'application du plan comptable des établissements du secteur médico-social norme M22 privé, ainsi que des textes ANC 2019-04 et ANC 2020-08.
- ✓ Arrêté du 15 décembre 2021 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles
- ✓ Aux principes comptables de base.

Les autorités administratives de tarification disposent du pouvoir de corriger, tout ou partie, la part sur gestion conventionnée du résultat comptable. Cette correction par nos financeurs prend la forme d'une affectation de résultat spécifique, propre à la norme comptable M22 du secteur médico-social. Les affectations de l'exercice 2021 ou leurs mises en instance par l'autorité tarificatrice, vous sont présentées au paragraphe B/2. Le résultat excédentaire de 2022 de + **416 306,38 €** et celui excédentaire de + **396 130,15 €** de 2021, sous contrôle de tiers financeurs demeurent donc en instance d'affectation définitive. De même, la part des résultats sur gestion conventionnée de l'exercice 2022 sera soumise à l'examen de l'autorité administrative de tarification. Dans l'attente de ces décisions, les résultats conventionnés sont susceptibles d'être corrigés.

L'autorité de tarification a procédé en 2022 à l'affectation des résultats comptables MJAGBF et MJPM de l'exercice 2020, qui vous est présenté en page 4 et 5 du paragraphe B/2 pour obtenir les résultats administratifs retenus pour ces deux services.

Suite à la décision de l'autorité de tarification d'affectation du résultat de l'exercice 2020, nous obtenons :

- Un reclassement pour les services MJAGBF et MJPM, en page 10, en compte 11592200 « Dépenses non opposable aux tiers financeurs sur congés à payer » par la contrepartie du compte 115 report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs,

Les méthodes d'évaluations retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

<b>B - Note sur le bilan et sur le compte de résultat :</b>
---

B/1 – COMPTES DE LIAISON

L'association UDAF comprend QUATRE services :

• Le service INSTITUTION (appelé également « CONSOLIDE INSTITUTION ») réunit les activités suivantes :

- INSTITUTION  
(Dont la part 1 et 2 du fond spécial, la médaille de la famille Française, Famille gouvernante Canteleu, Famille gouvernante MSA, Famille gouvernante Eu, AEB, mandat ad hoc mineur, enquête sociale, Mandat de protection future)
- ASLL (accompagnement social lié au logement) créé en 2002
- AVDL (accompagnement vers et dans le logement) créé en 2017 (fini sur 2022)
- ACTION LOGEMENT créé en 2019
- ISTF (Information et Soutien aux Tuteurs Familiaux), le sigle est modifié sur 2018, anciennement appelé ATF créé en 2002
- PRP (plan de redressement personnel – loi Borloo) créé en 2004
- MC – (micro crédit) créé en 2008
- MO (mobilité MOB'ACTION) créé en 2016 pour le FSE (action sur la mobilité financée en partie par des fonds sociaux européens)
- MF (médiation familiale) créé en 2010
- PCB (Points conseil budget) créé en 2020, l'activité a démarrée sur 2021.
- PCB EXPERIMENTATION (dédiés aux grands comptes Energie, bailleurs sociaux) créé fin 2022
- AVP (Aide à la Vie Partagée) créé en 2022 pour 3 dispositifs

- Le service MJAGBF (mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial)
- Le service MJPM (protection juridique des majeurs = tutelles, curatelles d'état et la MAJ)
- Le service MASP (mesure d'accompagnement sociale personnalisée) ouvert au 01/10/2009.

Conformément à l'article R314-82 du CASF, l'association gestionnaire UDAF 76 qui a en charge la gestion d'entités budgétaires distinctes dont certaines du secteur médico-social, doit faire apparaître les coûts interservices par l'intermédiaire de comptes de liaison. Le service institution étant le service gestionnaire, le tableau ci-dessous présente au 31/12/2022 la synthèse de ces enregistrements dans les comptes de liaison.

MOUVEMENTS DES COMPTES DE LIAISON ENTRE UN ETABLISSEMENT ET LES AUTRES ENTITES BUDGETAIRES ET COMPTABLES DE L'ORGANISME GESTIONNAIRE DE DROIT PRIVE								
Etablissements/ Services concernés	ACTIF DU BILAN DE L'ETABLISSEMENT (détails du compte 18)				PASSIF DU BILAN DE L'ETABLISSEMENT (détails du compte 18)			
	Trésorerie		TOTAL à l'actif de l'établissement		Trésorerie		TOTAL au passif de l'établissement	
	N-1	N	N-1	N	N-1	N	N-1	N
INSTITUTION / Services					348 190,59	1 041 705,29	348 190,59	1 041 705,29
MJAGBF / INSTITUTION	429 904,67	510 915,18	429 904,67	510 915,18				
MJPM / INSTITUTION	151 836,13	627 786,80	151 836,13	627 786,80				
ASLL / INSTITUTION					43 595,19	50 592,36	43 595,19	50 592,36
AVDL / INSTITUTION	8 620,37	8 489,88	8 620,37	8 489,88				
ACTION LOGT / INSTITUTION	15 024,03	29 491,41	15 024,03	29 491,41				
ISTF / INSTITUTION	50,51	35 155,05	50,51	35 155,05				
PRP / INSTITUTION	138 043,60	140 638,90	138 043,60	140 638,90				
MC / INSTITUTION					65 241,57	71 852,71	65 241,57	71 852,71
MO / INSTITUTION					124 184,46	107 936,40	124 184,46	107 936,40
MF / INSTITUTION					148 535,46	133 412,51	148 535,46	133 412,51
MASP / INSTITUTION					116 197,86	125 176,31	116 197,86	125 176,31
PCB / INSTITUTION	102 465,82	117 318,50	102 465,82	117 318,50				
PCB EXPERIMENTAT° / INSTITUTION		56 978,50		56 978,50				
AVP / INSTITUTION		3 901,36		3 901,36				
<b>TOTAL</b>	<b>845 945,13</b>	<b>1 530 675,58</b>	<b>845 945,13</b>	<b>1 530 675,58</b>	<b>845 945,13</b>	<b>1 530 675,58</b>	<b>845 945,13</b>	<b>1 530 675,58</b>

B/2 – AFFECTATION OU MISE EN INSTANCE 2022 DES RESULTATS 2021,  
COMPOSITION DES RESULTATS 2022, ET AFFECTATION DEFINITIVE 2020 DES  
SERVICES CONVENTIONNES MJAGBF ET MJPM

Affectation ou mise en instance du résultat 2021 sur 2022

	DEBIT	CREDIT
<b>AFFECTATION DU RESULTAT COMPTABLE 2021 GLOBAL UDAF (A) - (B) + (C) - (D)</b>		<b>396 130,15</b>
INSTITUTION (excédent de 113 387,24) Compte 110 RAN créditeur		113 387,24
AVDL (excédent de 1 984,46) Compte 110 RAN créditeur		1 984,46
ACTION LOGEMENT (excédent de 23 090,00) Compte 110 RAN créditeur		23 090,00
PRP (excédent de 3 037,42) Compte 110 RAN créditeur		3 037,42
Mobilité – Mob'Action (excédent de 31 592,26) Compte 110 RAN créditeur		31 592,26
MC (insuffisance de 1 665,28) Compte 119 RAN débiteur- non repris	1 665,28	
ASLL (insuffisance de 104,41) Compte 119 RAN débiteur- non repris	104,41	
ISTF (insuffisance de 117,04) Compte 119 RAN débiteur- non repris	117,04	
MF (insuffisance de 25 632,02) Compte 119 RAN débiteur- non repris	25 632,02	
MASP (insuffisance de 1 852,34) Compte 119 RAN débiteur- non repris	1 852,34	
PCB (insuffisance de 15,33) Compte 119 RAN débiteur- non repris	15,33	
MJAGBF (excédent de 8 213,32)		8 213,32
Compte 11501 RAN créditeur – Résultat sous contrôle de tiers financeurs		
MJPM (excédent de 244 211,87) Compte 11501 RAN créditeur – Résultat sous contrôle de tiers financeurs		244 211,87
<b>Total Compte 110 RAN créditeur (A)</b>		<b>173 091,38</b>
<b>Total Compte 119 RAN débiteur- non repris (B)</b>	<b>29 386,42</b>	
<b>Total Compte 11501 RAN créditeur – Résultat sous contrôle de tiers financeurs (C)</b>		<b>252 425,19</b>
<b>Total Compte 115902 RAN débiteur – Résultat sous contrôle de tiers financeurs (D)</b>	<b>0,00</b>	

## Composition des résultats 2022

	INSUFFISANCE	EXCEDENT
<b>RESULTAT COMPTABLE 2022 GLOBAL UDAF (A)</b>		<b>416 306,38</b>
<b>+ (B)</b>		
<b>- dont part du résultat sur gestion libre</b>		
INSTITUTION		77 405,90
ASLL	-11 488,57	
AVDL		7 825,49
ACTION LOGEMENT		18 206,64
PRP		2 584,58
MC		907,17
Mobilité – Mob'Action		11 172,61
MF		21 786,19
ISTF	-129,95	
MASP	-21 423,85	
PCB		0,00
PCB EXPERIMENTATION		0,00
AVP 3 dispositifs		0,00
<b>TOTAL résultats sur gestion libre (A)</b>		<b>106 846,21</b>
<b>-dont part du résultat sur gestion conventionnée</b>		
MJAGBF		75 378,52
MJPM		234 081,65
<b>TOTAL résultats sur gestion conventionnée (B)</b>		<b>309 460,17</b>

## Affectation définitive 2020 des services conventionnés MJAGBF et MJPM

### MJAGBF

Détermination du résultat à affecter		Réalisé	Retenu par l'autorité de tarification
Résultat comptable (négatif=déficit et positif=excédent)		64 568,69	64 568,69
Reprise des résultats des exercices antérieurs		0,00	0,00
Reprise sur les excédents affectés à la compensation des charges d'amortissement			
Mouvements des comptes 115922 : dépenses non opposables aux tiers financeurs		780,76	780,76
Résultat à affecter	Excédent	65 349,45	65 349,45
	Déficit		
Affectation du résultat		Demandé	Retenu par l'autorité de tarification
Réserves	1068522 - Excédents affectés à l'investissement	65 349,45	
	1068552 - Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement (réserve de trésorerie)		
	1068562 - Compensation des déficits d'exploitation (Dotation)		65 349,45
	1068572 - Compensation des charges d'amortissement		
Report à nouveau	11502 - Excédent affecté à la réduction des charges d'exploitation		
	11503 - Excédent affecté au financement des mesures d'exploitation n'accroissant pas les charges d'exploitation		
	115902 - Report à nouveau déficitaire		
Dépenses refusées art R.314-52 du CASF	115912 ou 1195 - Report à nouveau déficitaire		

Commentaires : le résultat comptable 2020 du service MJAGBF a été accepté par nos financeurs, et n'a pas fait l'objet de refus. Cette décision est devenue définitive après l'arrêté des comptes 2020, en date du 13/06/2022. Le résultat comptable de 2020 n'est donc pas corrigé. Seule la proposition de l'affectation du résultat administratif de l'excédent n'a pas été retenue, en conséquence l'autorité de tarification a affecté le résultat administratif en «Réserves de compensation des déficits pour N+2», soit pour l'année 2022.

#### MJPM

<b>Détermination du résultat à affecter</b>		Réalisé	Retenu par l'autorité de tarification
Résultat comptable (négalif==déficit et positif==excédent)		12 052,27	12 052,27
Reprise des résultats des exercices antérieurs		0,00	0,00
Reprise sur les excédents affectés à la compensation des charges d'amortissement			
Mouvements des comptes 115922 : dépenses non opposables aux tiers financeurs		38 745,47	38 745,47
Résultat à affecter	Excédent		
	Déficit	50 797,74	50 797,74
<b>Affectation du résultat</b>		Demandé	Retenu par l'autorité de tarification
<b>Réserves</b>	1068522 - Excédents affectés à l'investissement	50 797,74	
	1068552 - Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement (réserve de trésorerie)		
	1068562 - Compensation des déficits d'exploitation (Dotation)		50 797,74
	1068572 - Compensation des charges d'amortissement		
<b>Report à nouveau</b>	11502 - Excédent affecté à la réduction des charges d'exploitation		
	11503 - Excédent affecté au financement des mesures d'exploitation n'accroissant pas les charges d'exploitation		
	115902 - Report à nouveau déficitaire		
<b>Dépenses refusées art R.314-52 du CASF</b>	115912 ou 1195 - Report à nouveau déficitaire		

Commentaires : le résultat comptable 2020 du service MJPM a été accepté par nos financeurs, et n'a pas fait l'objet de refus. Cette décision est devenue définitive après l'arrêté des comptes 2020, en date du 13/06/2022. Le résultat comptable de 2020 n'est donc pas corrigé. Seule la proposition de l'affectation du résultat administratif de l'excédent n'a pas été retenue, en conséquence l'autorité de tarification a affecté le résultat administratif en «Réserves de compensation des déficits pour N+2», soit pour l'année 2022.

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

Situation et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à clôture de l'exercice
<b><u>Immobilisations incorporelles</u></b>				
2013 Frais d'Evaluation	9 982,40			9 982,40
205 Concessions et droits	29 225,40			29 225,40
208 Logiciels	66 210,57			66 210,57
2083 Création film	0,00	14 412,24	7 470,00	6 942,24
<b><u>Immo. Incorporelles en cours</u></b>				
237 av&acp.immo.incorp.en cours				
<b><u>Immobilisations corporelles</u></b>				
21255 Agencet Terrains bâtis	13 965,88			13 965,88
2131 Constructions	2 510 100,00			2 510 100,00
2135 Agencements construction	1 142 411,97	7 703,16	1 259,28	1 148 855,85
2154 Matériels et outillages	114 636,93	2 219,94		116 856,87
21831 Matériels de bureau	3 946,80			3 946,80
21832 Matériels informatiques	275 395,00	15 823,50		291 218,50
2184 Mobiliers de bureau	64 308,92			64 308,92
<b><u>Immo. corporelles en cours</u></b>				
2388 av&acp.immo.corp. en cours				
<b><u>Immobilisations financières</u></b>				
261 participations et créances ratt.	762,25			762,25
2661 autres participations	3 500,00			3 500,00
273 Titres immobilisés				
2751 Garantie de dépôts	1 878,87		130,00	1 748,87
27551 CAUTION : droit entrée	233,00	233,00	233,00	233,00
275512 CAUTION : diverses	0,00	399,60	399,60	0,00
<b>TOTAL</b>				
	4 236 557,99	40 791,44	9 491,88	4 267 857,55

Développement de la colonne B (augmentations)

	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
<b><u>Immobilisations incorporelles</u></b>					
2013 Frais d'Evaluation					
205 Concessions et droits					
208 Logiciels					
2083 Création film			14 412,24		
<b><u>Immobilisations corporelles</u></b>					
21255 Agenct Terrains bâtis					
2131 Constructions					
2135 Agencements construction			7 703,16		
2154 Matériels et outillages			2 219,94		
21831 Matériels de bureau					
21832 matériels informatiques			15 823,50		
2184 mobiliers de bureau					
<b><u>Immo. corporelles en cours</u></b>					
2388 av&acp.immo.corp. en cours					
<b><u>Immobilisations financières</u></b>					
2751 Garantie de dépôts					
27551 CAUTION : droit entrée	233,00		399,60		
275512 CAUTION : diverses					
<b>TOTAL</b>	233,00		40 558,44		

Développement de la colonne C (diminutions)

	Ventilation des diminutions				
	Virements		Sorties		
	De poste à poste	A destination de l'actif circulant	Cession	Rembour- sement	Mise hors service
<b><u>Immobilisations incorporelles</u></b>					
208 Logiciels					
2083 Création film					7 470,00
<b><u>Immo. Incorporelles en cours</u></b>					
237 av&acp.immo.inc. en cours					
<b><u>Immobilisations corporelles</u></b>					
2135 Agencements construction					1 259,28
21831 Matériels de bureau					
21832 matériels informatiques					
2184 Mobiliers de bureau					
<b><u>Immo. corporelles en cours</u></b>					
2388 av&acp.immo.corp. en cours					
<b><u>Immobilisations financières</u></b>					
273 Titres immobilisés					
2751 Garantie de dépôts				130,00	
27551 CAUTION : droit entrée	233,00			399,60	
275512 CAUTION : diverses					
<b>TOTAL</b>	233,00			529,60	8 729,28

## B/4 – ETAT DES AMORTISSEMENTS

Il est fait application des taux d'amortissements suivants, selon la nature des biens :

Nature de biens	Mode d'amortissement	Durée moyenne	Particularités
Constructions	Linéaire	20 ans	Immeuble de Mont St Aignan et de Dieppe
Agencements Construction	Linéaire	5 ans à 20 ans	Selon la nature de l'agencement
Agencements Terrains bâtis	Linéaire	5 ans à 20 ans	Selon la nature de l'agencement
Matériels et outillages	Linéaire	5 ans à 15 ans	Selon la nature du matériel
Matériels informatiques	Linéaire	De 2 à 5 ans	Selon la nature du matériel
Matériel de bureau	Linéaire	5 ans à 15 ans	Selon la nature du matériel
Mobilier	Linéaire	5 à 15 ans	Selon la nature du mobilier
Logiciels	Linéaire	2 à 5 ans	Selon la nature du logiciel
Frais d'établissement	Linéaire	5 ans	Selon la nature de l'acquisition
Concessions et droit	Linéaire	2 à 15 ans	Selon la nature de l'acquisition

## TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

Situation et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	AMORTISSEMENTS CUMULES AU DEBUT DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS DOTATIONS DE L'EXERCICE	DIMINUTIONS D'AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE	MONTANT DES AMORTISSEMENTS à la clôture de l'exercice
<b><u>Immobilisations incorporelles</u></b>				
28013 Frais d'Evaluation	8 932,20	1 050,20		9 982,40
2805 Concessions et droit	19 775,99	4 609,16		24 385,15
2808 Logiciels	66 210,57			66 210,57
28083 Création film		6 029,29		6 029,29
<b><u>Immobilisations corporelles</u></b>				
281255 Agenct Terrains bâtis	2 009,70	1 396,60		3 406,30
28131 Constructions	1 545 387,20	125 504,99		1 670 892,19
28135 Agencements constructions	1 017 679,02	29 583,09		1 047 262,11
28154 Matériels et outillages	112 553,57	1 365,03		113 918,60
281831 Matériels de bureau	3 946,80			3 946,80
281832 Matériels informatiques	202 227,05	20 880,08		223 107,13
28184 Mobiliers de bureau	63 119,09	498,91		63 618,00
<b>TOTAL</b>	<b>3 041 841,19</b>	<b>190 917,35</b>		<b>3 232 758,54</b>

## B/5 – ETAT DES RESERVES DE COMPENSATION, DES DEPENSES NON OPPOSABLES AUX FINANCEURS, DES PROVISIONS, DES DEPRECIATIONS, ET DES FONDS DEDIES

## TABLEAU DES RESERVES DE COMPENSATIONS

Situation et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	MONTANTS AU DEBUT DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS DOTATIONS DE L'EXERCICE	DIMINUTIONS REPRISE DE L'EXERCICE	MONTANTS A LA FIN DE L'EXERCICE
10685620 des déficits d'exploitation	30 418,59	116 147,19		146 565,78
<b>TOTAL</b>	<b>30 418,59</b>	<b>116 147,19</b>		<b>146 565,78</b>



La réserve des déficits d'exploitation enregistre deux dotations liées à l'affectation des résultats comptables et des résultats administratifs de l'exercice 2020 du service MJAGBF pour 65 349,45 € et du service MJPM pour 50 797,74 €, décrit au paragraphe B/2 en page 4 et 5.

**TABLEAU DES DEPENSES INOPPOSABLE AUX TIERS FINANCEURS :**

- AUTRES DEPENSES REFUSEES R314-52

- DEPENSES POUR CONGES A PAYER

Situation et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	MONTANTS AU DEBUT DEBITEUR DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS MOUVEMENT DEBITEUR DE L'EXERCICE	DIMINUTIONS MOUVEMENT CREDITEUR DE L'EXERCICE	MONTANTS A LA FIN DEBITEUR DE L'EXERCICE
115912 Dép.autres refusées par les financeurs article R314-52	306,00			306,00
115928 Dép.inopposables aux financeurs	66 771,96			66 771,96
<b>TOTAL</b>	<b>67 077,96</b>			<b>67 077,96</b>

**TABLEAU DES DEPENSES POUR CONGES A PAYES  
NON OPPOSABLES AUX TIERS FINANCEURS**

Situation et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	MONTANTS AU DEBUT DEBITEUR DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS MOUVEMENT DEBITEUR DE L'EXERCICE	DIMINUTIONS MOUVEMENT CREDITEUR DE L'EXERCICE	MONTANTS A LA FIN DEBITEUR DE L'EXERCICE
115922 Dép.non opposables.pour CP	146 504,62	39 526,23		186 030,85
<b>TOTAL</b>	<b>146 504,62</b>	<b>39 526,23</b>		<b>186 030,85</b>

Ces dépenses deviennent opposables en cas de fermeture totale ou partielle d'un établissement ou du service.

- **Nouveau compte 115912 (ancien n° 11412) :** il n'y a pas eu de mouvement sur cet exercice.

- **Nouveau compte 115928 et 115922 (ancien n° 1142 et 1162) :** Afin d'harmoniser les règles comptables des ESMS avec le plan comptable général, suivant l'avis du CNC du 4 mai 2007, les dépenses pour congés à payer peuvent être provisionnées en charges d'exploitation. Cette dépense constatée par une dette provisionnée pour congés à payer est inopposable à nos financeurs. Ce refus est formalisé par une écriture d'augmentation ou de diminution du résultat comptable après clôture, en contrepartie du compte 115922 dépenses non opposables pour congés à payer. La première année de cette mesure, l'avis du CNC du 4 mai 2007, prévoyait la comptabilisation dans le compte 1142 (dorénavant compte 115928) dépenses inopposables aux financeurs. Vous trouverez dans les deux tableaux ci-dessus le solde des comptes 115928 et 115922 au 31 décembre.

## TABLEAU DES PROVISIONS

Situation et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	MONTANTS AU DEBUT DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS DOTATIONS DE L'EXERCICE	DIMINUTIONS REPRISE DE L'EXERCICE	MONTANTS A LA FIN DE L'EXERCICE
<b><u>Provisions réglementées</u></b>				
141 destinées à la couverture du BFR				
142 pour renouvellement des immob.	967 036,37		82 928,30	884 108,07
145 Amortissements dérogatoires				
14861 réserves des PV nettes d'actif immo.				
14862 réserves des PV nettes d'actif circ.	87 704,29			87 704,29
<b>TOTAL</b>	1 054 740,66			971 812,36
<b><u>Provisions pour risques et charges</u></b>				
1516 pour risques d'emploi				
1518 Autres provisions pour risques				
1531 pour retraite	148 559,25	(*1) 199 035,82	79 028,45	268 566,62
1572 pour grosses réparations				
<b>TOTAL</b>	148 559,25	199 035,82	79 028,45	268 566,62

(\*1) L'augmentation de la provision n'a pas fait l'objet d'une dotation pour 150 353,91 € au sens comptable en compte de charge 6815 « DOT PROV : Indemnité retraite ». Cette somme n'a aucun impact sur les résultats administratifs 2022 MJAGBF et MJPM, ni sur ceux à venir. Ce montant ne représente que le transfert en contrepartie vers le compte comptable 11592300 devant être utilisé dorénavant et faisant le cumul des refus successifs. Il s'agit pour cette somme du rétablissement du compte de provision 15310000 correspondant aux refus successifs de cette provision depuis les comptes administratifs 2012 pour le service MJAGBF pour 18 353,64 € et de 2013 pour le service MJPM pour 132 000,27 €. Lors des comptes administratifs futurs, les dotations et reprises de la provision retraite seront systématiquement présentées comme refusées par l'association et ne feront donc plus l'objet d'une écriture de correction du compte 15310000, mais d'une affectation en compte 11592300.

✓ Provision pour renouvellement des immobilisations :

### 1) le contexte réglementaire

La norme comptable M 22 du secteur médico-social qui concerne les établissements et services du secteur privé, et qui s'applique à l'UDAF, autorise l'emploi de cette provision réglementée. Les mises à jour de l'instruction M22, par l'instruction DGAS/SD5B/2007/319 du 17 août 2007, prolongée par l'arrêté du 12 novembre 2008, ont autorisé la constitution de cette provision par la réalisation d'un résultat excédentaire, et pas uniquement suite à une dotation complémentaire de fonctionnement des financeurs. Effectivement, cette instruction a été initiée pour aménager l'instruction M22, dans le but de favoriser les projets d'investissements, tout en minorant l'impact sur les budgets de fonctionnement.

## 2) Le contexte au sein de l'UDAF

Le motif de constitution de cette provision, repose sur la neutralisation de produits exceptionnels distincts et affectés à des projets d'investissements différents. Le montant total figurant au bilan comptable de l'UDAF 76 à la clôture de l'exercice 2022 de 884 108,07 € est réparti comme suit :

- D'une part, le montant de 580 498,15 € correspondant à une partie de la provision pour renouvellement d'immobilisation qui a été constituée en 2009 par la plus value de la vente de l'immeuble de l'ancien siège de l'association sis 22 rue de l'hôpital à ROUEN. Ce montant partiel de la provision appartient à son service institution qui est également propriétaire du nouvel immeuble acquis en octobre 2009. Cette provision est consacrée à l'atténuation des charges d'amortissements, et d'intérêts qui ne pourront s'imputer à chaque exercice comptable sur les budgets des services, pour limiter les surcoûts de fonctionnement. Une reprise de provision a été comptabilisée pour 82 928,30 € sur cet exercice.
- D'autre part, le montant de 303 609,92 € correspondant à une partie de la provision pour renouvellement d'immobilisation qui a été dotée à la clôture de l'exercice 2019 pour 516 151,46 € et réduite de 212 541,54 € par l'autorité de tarification suite à l'examen du compte administratif MJPM 2019. Cette provision a été constituée à l'origine sur l'octroi d'un crédit URSSAF dont le détail est rappelé ci-dessous. Le montant de 303 609,92 € se répartit pour 180 660,35 € pour les MJPM et 122 949,57 € pour les MJAGBF.

Cette provision reste sous contrôle des autorités de tarification lors de l'examen des comptes administratifs MJAGBF et MJPM, même si elle a fait l'objet d'une acceptation dans le cadre du budget MJPM 2019. Elle peut donc être acceptée en tout ou partie sur l'un ou l'autre des deux services.

Rappel du contexte de cette provision :

produit exceptionnel sur le crédit URSSAF part MJAGBF	+ 149 938,00 €
produit exceptionnel sur le crédit URSSAF part MJPM	+ 479 515,00 €
Total Crédit URSSAF porté en produit exceptionnel (A)	+ 629 453,00 €
Charges d'honoraires pour l'obtention du crédit MJAGBF	-26 988,43 €
Charges d'honoraires pour l'obtention du crédit MJPM	-86 313,11 €
Total des charges d'honoraires pour l'obtention du crédit (B)	-113 301,54 €
Total dotation pour renouvellement d'immobilisation (A) - (B)	+ 516 151,46 €
Valeur au 31/12/2019 dont 122 949,57 MJAGBF et dont 393 201,89 MJPM	

Le produit exceptionnel sur le crédit URSSAF de 629 453,00 € et les charges d'honoraires de 113 301,54 € sont inscrits sur l'exercice 2019 et font référence aux valeurs et explications au 01/01/2019 ci-dessous :

L'UDAF a comptabilisé en 2019 une charge d'honoraires du cabinet d'Audit NEOPTIM pour 113301,54 €. Cette somme a été payée par l'UDAF pour une mission permettant d'obtenir l'application d'un dispositif d'allègement de charges sociales sur les rémunérations des DPF pour le service MJAGBF et mandataires (hors usagers en établissement) pour le service MJPM. Ces charges étant liées au crédit décrit à l'alinéa ci-dessous, et pouvant faire l'objet d'un remboursement par le cabinet NEOPTIM, elles ont été affectées en charge dès que le crédit URSSAF ci-dessous a été affecté en compte de produit du compte de résultat. Le produit a été passé sur l'exercice 2019.

- L'UDAF a comptabilisé une dette sociale envers l'URSSAF, du fait que l'association a bénéficié d'un crédit URSSAF par l'intervention du cabinet d'Audit NEOPTIM pour un montant de 629 453,00 €, et en a fait la déduction pour sa totalité sur l'exercice 2016. Cependant ce crédit qui représente l'allègement de charges sociales issu des exercices 2013 et 2014, a fait l'objet d'une inscription en dette sociale en vertu du principe de prudence comptable, du fait de l'incertitude juridique qui pesé alors, sur le délai de prescription de ces sommes, l'URSSAF ne s'étant pas engagé sur leur délai de prescription. La dette est considérée comme éteinte, et n'est plus inscrite en dette depuis l'exercice 2019.

✓ Provision pour risque d'emploi :

Cette provision est nulle au 31/12/2022.

Il n'y a aucun engagement d'un risque salarial ou litige salariaux survenu sur 2022, ni en cours à cette date.

Cependant une information sur un litige à venir est apportée en fin de document en page 22 au paragraphe C/3- EVENEMENTS POST CLOTURE.

✓ Autres provisions pour risques :

Cette provision est nulle au 31/12/2022.

✓ Provision pour indemnités de départ à la retraite :

Les salariés bénéficient au moment de leur départ à la retraite d'une indemnité fixée par l'article 18 de la convention collective. L'engagement enregistré en comptabilité au 31/12/2022 s'élève à : **268 566,62 €**. Conformément aux conclusions de la commission du 20/07/1997 de la DDASS, la provision ne concerne que les salariés ayant atteint l'âge de 50 ans au 01/01/2021.

On remarquera que l'engagement total de l'association, déterminé nominativement en fonction des paramètres suivants :

- l'âge du salarié à la date de clôture
- sa probabilité d'atteindre l'âge de 65 ans dans l'entreprise
- l'ancienneté acquise à la date de la clôture
- l'indemnité conventionnelle à l'âge de 65 ans
- Une actualisation nette des revalorisations de salaires de 2 %

S'élève à **647 843,70 €** au 31/12/2022. En conséquence le montant non provisionné au 31/12/2022 est de :

	Total provisionné en retraite au 31/12/22	Total engagement article 18	Différence non provisionnée
UDAF 76	268 566,62	647 843,70	-379 277,08

## TABLEAUX DES DETTES PROVISIONNEES SUR CONGES A PAYER

### ✓ Dette Provisionnée pour congés à payer

SERVICE	Total provision antérieure	Réduction sur l'année	Complément sur l'année	Total engagement CP 31/12/22
MJAGBF	43 891,23	6 724,15		37 167,08
MJPM	335 998,88		26 570,29	362 569,17
INSTITUTION	11 196,95		1 943,36	13 140,31
ASLL	5 368,02		1 733,86	7 101,88
AVDL	390,90	322,07		68,83
ACTION LOGT			1931,70	1 931,70
ISTF	2 568,14		15,23	2 583,37
PRP				
MC	577,92		38,29	616,21
MO-Mobilité	6 025,64	301,62		5 724,02
MF	9 432,44	4 874,45		4 557,99
MASP	16 040,13		248,73	16 288,86
PCB	4 975,01	1 605,2		3 369,81
PCB EXPERIM.			465,60	465,60
AVP 3 dispositifs			625,20	625,20
<b>TOTAUX</b>	<b>436 465,26</b>	<b>13 827,49</b>	<b>33 572,26</b>	<b>456 210,03</b>

### ✓ Charges sociales et fiscales provisionnées sur congés à payer.

SERVICE	Total provision antérieure	Réduction sur l'année	Complément sur l'année	Total engagement CP 31/12/22
MJAGBF	21 374,49	1 345,63		20 028,86
MJPM	171 333,39		20 035,51	191 368,90
INSTITUTION	5 902,79		1 364,46	7 267,25
ASLL	2 236,47	549,00		1 687,47
AVDL	148,81	119,42		29,39
ACTION LOGT			505,48	505,48
ISTF	1 412,85		21,40	1 434,25
PRP				
MC	318,43		9,33	327,76
MO - Mobilité	2 818,07		655,47	3 473,54
MF	5 295,92	2 497,27		2 798,65
MASP	8 555,66		735,21	9 290,87
PCB	2 502,20	367,62		2 134,58
PCB EXPERIM.			172,18	172,18
AVP 3 dispositifs			228,14	228,14
<b>TOTAUX</b>	<b>221 899,08</b>	<b>4 878,94</b>	<b>23 727,18</b>	<b>240 747,32</b>

## TABLEAU DES DEPRECIATIONS

Situation et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	MONTANTS AU DEBUT DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS DOTATIONS DE L'EXERCICE	DIMINUTIONS REPRISE DE L'EXERCICE	MONTANTS A LA FIN DE L'EXERCICE
<b>Dépréciations</b>				
49 des comptes de tiers (client)	0,00	82 160,96		82 160,96
<b>TOTAL</b>	<b>0,00</b>	<b>82 160,96</b>		<b>82 160,96</b>

Cette provision vient réduire le montant maximum de 139 393,82 € pouvant être versé par le Conseil Départemental dans le cadre de l'action de mobilité « Mob'Ations ». Cette estimation est basée sur la convention de subvention, sur l'évaluation des charges éligibles, et sur un taux forfaitaire de rejet de charges calculé par l'association selon les pratiques antérieurs.

# TABLEAU DES FONDS DEDIES

Situation et mouvements	NATURE Origine de constitution	A	B	C	D
		MONTANTS AU DEBUT DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS DOTATIONS DE L'EXERCICE	DIMINUTIONS REPRISE DE L'EXERCICE	MONTANTS A LA FIN DE L'EXERCICE
Rubriques					
<b>Fonds dédiés</b>					
194 sur subventions de fonctionnement		200 575,99	187 800,85	171 876,79	216 500,05
<b>Détail par services :</b>					
INSTITUTION	Action : laïcité (sur 2022 report 2023)		620,00		620,00
INSTITUTION Part 2	Action 7 - Habitat inclusif " Famille Gouvernante"		1 898,82		1 898,82
PCB (inclus en co- financement de la part 2 - Action 9 INSTITUTION)	Accompagnement budgétaire 6 Subventions PCB reçues sur l'année N pour une conso en N+1 = reçues 2021 conso sur 2022, reçues 2022 conso sur 2023,	90 000,00	90 000,00	90 000,00	90 000,00
PCB (inclus en co- financement de la part 2 - Action 9 INSTITUTION)	Accompagnement budgétaire (partie non consommée de la part 2, COG financement UNAF/ETAT)		12 843,24		12 843,24
PCB EXPERIM.	Subv.reçue 60000 € sur 12/2022, utilisation de 11,06 mois sur 2023		55 334,77		55 334,77
AVDL	Subvention état pour l'action « accompagnement vers et dans le logement »	7 419,50		7 419,50	0,00
ISTF	Création d'un ETP ATF (ancien nom de l'action) à venir et/ou charges pour manifestations et actions ATF (ISTF). - dont : Constitution en 2009 : subvention de 50 000 € le solde étant de 44 715,57 €. le motif de ce fond étant le financement d'une charge salariale ATF (ISTF). Utilisation 2022 : création d'un film pédagogique et informationnel, et publications (flyers, guides)	35 059,49		6 360,29	28 699,20
MO – Mobilité service Mob'Actions	1) Subv.conférence des financeurs pour 40 000 € conso de 3/12° sur 2021, et report de 9/12ème sur 2022.	30 000,00		30 000,00	0,00
	2) Subv.de la DDETS pour 38 097 € reçu sur 12/2021 consommation sur 2022.	38 097,00		38 097,00	0,00
AVP 3 dispositifs	Report utilisation 2023 : CANTELEU/MSA/EU		27 104,02		27 104,02
<b>TOTAL</b>		200 575,99	187 800,85	171 876,79	216 500,05

B/6 – ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

TABLEAU DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

CREANCES	Montant brut	Liquidités de l'actif	
		Echéances	Echéances
		A moins 1 an	A plus 1 an
<b><u>Créances de l'actif immobilisé :</u></b>			
Créances rattachées à des participations	4 262,25		4 262,25
Autres titres immobilisés (parts BRED vendus sur 2020)			
Prêts (1)			
Autres	1 981,87		1 981,87
<b><u>Créances de l'actif circulant :</u></b>			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients, usagers et comptes rattachés	307 976,08	307 976,08	
Autres créances	21 524,29	21 524,29	
Charges constatées d'avance	25 119,10	25 119,10	
<b>TOTAL</b>	360 863,59	354 619,47	6 244,12
(1) Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

DETTES	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances	Echéances	
		A moins 1 an	A plus 1 an	A plus 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont (2) :				
- à 2 ans au maximum à l'origine	892,74	892,74		
- à plus de 2 ans à l'origine	452 057,73	60 393,97	254 272,39	137 391,37
Emprunts et dettes financières divers				
Avances et acomptes reçues sur commandes				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	135 417,12	135 417,12		
Dettes sociales et fiscales	1 087 737,39	1 087 737,39		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	81 179,34	81 179,34		
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL</b>	1 757 284,32	1 365 620,56	254 272,39	137 391,37
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice.....				
(2) Emprunts remboursés en cours d'exercice...	68 282,70			
(2) Intérêts des emprunts restant à rembourser...	42 792,23	11 025,18	28 015,13	3 751,92

## B/7 – ENGAGEMENTS ET SURETES REELLES CONSENTIS

- cautions, avals et garanties donnés : NEANT
- sûretés réelles consenties hypothèque : NEANT
- garantie accordé à la BRED sur l'octroi du prêt immobilier : privilège du prêteur de deniers en 1<sup>er</sup> rang sur le bien sis à 76130 Mont Saint Aignan. Le montant du capital restant dû au 31/12/2022 est de 451 210,46 €.
- engagements en matière de pensions et retraites : voir le paragraphe B/5 page 12.

## B/8 – INFORMATIONS CONTRACTUELLES SALARIALES

CONTRAT	NATURE	NOMBRE en ETP au 31/12/2022
CDI (contrat à durée indéterminée)		126,18
CDD (contrat à durée déterminée)		19,31
CDD – contrat d'apprentissage	Contrat aidé	0,00
CUI CAE (dont 0,00 en CUI CDI) (contrat unique d'insertion–contrat d'accompagnement dans l'emploi)	Contrat aidé	0,00
TOTAUX		145,49

ETP = équivalent temps plein au 31/12

En application de l'article article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006, le montant total des rémunérations pour l'exercice clos le 31/12/2022 versées aux trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés de l'association, s'élève à 167 314,74 Euros.  
Ces rémunérations comprennent les caractéristiques suivantes :

	Rémunérations	Avantages en nature
Montant total	167 314,74	0,00

## B/9 – PRODUITS A RECEVOIR ET CHARGES A PAYER SUR L'EXERCICE

✓ Produits à recevoir

Voir tableau ci-dessous si nature et montants exceptionnels ou importants.

COMPTES	NATURE	MONTANT	particularités	SERVICE
41031100	subvention	16 830,00	CONS.DEPARTE 2022	ASLL
41031300	subvention	74 880,00	CONS.DEPARTE 2022	MASP
41031405	subvention	26 352,00	CONS.DEPARTE 2022	AVP
41041002	Dotation complément	77 178,70	DDETS	MJPM
41159008	subvention	4 261,84	CAF de Seine Maritime	MF
41159015	subvention	139 393,82	CONS.DEPARTE 2022 Maximum pouvant être versé et déduit d'une provision de 82 160,96 €	Mobilité
41821009	Subvention et Facture à établir 2022	7 850,00	Micro crédit CDC	MC
TOTAUX		346 746,36		



✓ Charges à payer

COMPTES	NATURE	MONTANT	particularités	SERVICE
16884000	Intérêts courus	847,27	Emprunt	Institution
40810000	Factures non parvenues	56 509,81	Divers fournisseurs	Tous
42820000	Dette prov CP à payer	456 210,03	Dette salariale au 31/12	Tous
42860000	Personnel ch. à payer	47 530,31	Dette salariale au 31/12	Tous/MJPM
42864000	Personnel FDD à payer	315,99	Dette salariale au 31/12	Tous
43820000	Charges .s/CP à payer	240 747,32	Dette salariale au 31/12	Tous
43860001	CAP : Charges sociales	29 164,95	Dette salariale au 31/12	MJPM
46861001	CAP : 10% asso part 1	18 595,93	Diverses associations	Institution
TOTAUX		849 921,61		

B/10 – PRODUITS D'EXPLOITATION : REPRISES SUR PROVISIONS, SUR AMORTISSEMENTS ET TRANSFERTS DE CHARGES

1) Produits d'exploitation : Reprises sur provisions et transferts de charges

NATURE	MONTANT EXERCICE N	COMMENTAIRE
7815 – Reprise de provision :		
Reprise de la provision retraite	79 028,45	Sur MJPM / MJAGBF / MF
79 – Transfert de charges :		
Reprise du fonds d'investissement pour la prévention (compensation partielle des formations extincteurs et la prévention des incendies)	3 806,97	Tous services
Rembt de charges internes par organismes	831,02	Divers tiers
<b>TOTAL</b>	<b>83 666,44</b>	

Voir le tableau des provisions et commentaires pour les 79 028,45 € en paragraphe B/5 page 10.

B/11 – PRODUITS ET CHARGES : UTILISATION ET REPORTS DES FONDS DEDIES

2) Produits d'exploitation : Utilisation des fonds dédiés

NATURE : REPRISE FONDS DEDIES	SERVICE	MONTANT EXERCICE N
Report des ressources non utilisées exercices antérieurs (co-financement Institution Part 2) Action « Accompagnement budgétaire »	PCB (co-financement COG Part 2)	90 000,00
Report des ressources non utilisées exercices antérieurs Subvention conférence des financeurs pour 40 000 € conso de 3/12e sur 2021, et report de 9/12ème sur 2022.	MO–Mobilité	30 000,00
Report des ressources non utilisées exercices antérieurs Subvention de la DDETS pour 38 097 € reçu sur 12/2021 consommation sur 2022.	MO–Mobilité	38 097,00
Report des ressources non utilisées exercices antérieurs Utilisation 2022 : création d'un film pédagogique et informationnel, et publications (flyers, guides)	PCB	6 360,29
Subvention état pour l'action « accompagnement vers et dans le logement »	AVDL	7 419,50
TOTAUX		171 876,79

Voir le tableau des fonds dédiés colonne « diminutions » en paragraphe B/5 page 14.

### 3) Charges d'exploitation : Reports en fonds dédiés

NATURE : DOTATION FONDS DEDIES	SERVICE	MONTANT EXERCICE N
Action : laïcité (sur 2022 report 2023)	INSTITUTION	620,00
Part 2 COG : Action 9 – « Accompagnement budgétaire » (partie non consommée de la part 2, COG financement UNAF/ETAT)	INSTITUTION Part 2	1 898,82
Accompagnement budgétaire (Inscrit en co-financement de l'action 9 « Accompagnement budgétaire » inclus dans la part 2 – INSTITUTION : COG financement UNAF/ETAT)	PCB (co-financement COG Part 2)	12 843,24
Accompagnement budgétaire 6 Subventions PCB reçues sur 2022, dont l'activité est sur 2023. (Inscrit en co-financement de l'action 9 « Accompagnement budgétaire » inclus dans la part 2 – INSTITUTION : COG financement UNAF/ETAT)	PCB (co-financement COG Part 2)	90 000,00
Subventions reçues de 60000 € sur 12/2022, utilisation de 11,06 mois sur 2023.	PCB EXPERIM.	55 334,77
Report utilisation 2023 : CANTELEU / MSA / EU	AVP 3 dispositifs	27 104,02
TOTAUX		187 800,85

Voir le tableau des fonds dédiés colonne « augmentations » en paragraphe B/5 page 14.

B/12 – PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS ET SUR EXERCICES ANTERIEURS

✓ Charges exceptionnelles

1) Charges exceptionnelles sur opération de gestion

NATURE	SERVICE	MONTANT EXERCICE N
Amendes et Frais de recouvrement	Tous	341,00
TOTAUX		341,00

✓ Produits exceptionnels

1) Produits exceptionnels sur opérations de gestion

NATURE	SERVICE	MONTANT EXERCICE N
Solde de comptes de tiers / lors du passage nouvel applicatif : Logiciel EVOLUTION		1 883,14
Solde dû sur frais bancaires		8 667,61
Remboursement du redressement URSSAF sur la période de l'année 2015, du fait du recours de l'UDAF 76 sur la prescription de cette même année.		25 571,00
TOTAUX		36 121,75

2) Produits exceptionnels Reprise sur provisions, dépréciations et transfert de charges exceptionnels

NATURE	SERVICE	MONTANT EXERCICE N
Reprise provision pour renouvellement des immobilisations	Institution	82 928,30
Transfert de charges except : Rembt Syndic sur sinistre locaux de Dieppe	MJAGBF MJPM	1 457,37
TOTAUX		84 385,67

Voir le tableau des provisions et commentaires pour les 82 928,30 € en paragraphe B/5 page 10 et 11.

B/13 – VENTILATIONS DES PRODUITS D'EXPLOITATION PAR ACTIVITES

TABLEAU DE VENTILATION DES PRODUITS D'EXPLOITATION PAR ACTIVITES

NATURE	Financier	MJAGBF	MJPM	INSTITUTION	ASLL AVDL ACTION LOGT	ISTF	PRP	MC Mobilité	MF	MASP	PCB + PCB Exper	AVP 3 disposi tifs
tarification DGF prélèvements majeurs	Usagers		886 067									
Vente de prestations de services	Tiers/usagers			27 909	40 795	315		21 221	88 597			
Produit de tarification DGF	Caf, MSA, et assimilé	877 771										
Produit de tarification DGF	DDETS état et Conseil Départemental		5 260 044									
Subvention fonds spécial	UNAF			236 014								
Subvention et participations diverses	Dgcerf			273								
Subvention et participations	Caf, MSA, et CNSA et assimilé								7 492			
Subvention et participations	Conseil Départemental			6 100	84 150			139 394		249 600		36 352
Subvention et participations	DDETS/ars/café Directe					43 000					150 000	
Subvention et participations	Tribunaux/ justice						3 113		19 907			
Subvention et participations	Banque							7 900				
Subvention et participations	Etat : Contrats aidés	1 200	6 572	480						160		
Subvention et participations	FSE Fond social Européen							(-5 880)				
Subvention et participations	Communauté de commune, communes, inter-com							6 500				
Subvention et participations	Subventions diverses	1 050	5 320	140	105				126	189	70	
Autres produits divers	Tiers/usagers	74	956	1	6					34		
Autres produits cotisations	Adhérents UDAF			1 392								
Reprise de provision d'exploitation		23 398	32 149						23 482			
Reprise de fonds dédiés					7 419	6 360		68 097			90 000	
Transfert de charges d'exploitation		451	3 251	535	46	24		59	82	142	47	
<b>TOTAL</b>	<b>8 460 050</b>	<b>903 944</b>	<b>6 194 358</b>	<b>272 844</b>	<b>132 521</b>	<b>49 699</b>	<b>3 113</b>	<b>237 291</b>	<b>139 686</b>	<b>250 125</b>	<b>240 117</b>	<b>36 352</b>

Tableau arrondi à l'euro.

## **C - Autres informations :**

### C/1- PATRIMOINE DES MAJEURS PROTEGES

Ces sommes sont mentionnées dans l'annexe conformément aux indications du guide comptable des UDAF.

Les valeurs des fonds gérés hors bilan sont :

- des comptes individuels pour le compte des familles et des majeurs protégés s'élevant à 20 776 442 €

- des placements de fonds pour le compte des familles et des majeurs protégés s'élevant à 90 498 234 €.

Ces sommes sont mentionnées à titre d'information, et résultent des documents en notre possession à la date d'établissement des comptes annuels. Elles sont susceptibles de varier légèrement du fait de la transmission tardive de certains documents.

### C/2- EVENEMENT SUR L'EXERCICE

#### 1) Contrôle Urssaf intervenu fin 2018, et suite sur 2022 :

Nous avons obtenu le remboursement de la somme de 25 571 € auprès de l'URSSAF. Ce remboursement est intervenu dans le contexte suivant :

L'UDAF 76 a fait l'objet d'un contrôle Urssaf intervenu fin 2018, dont le terme est formalisé par une lettre d'observation le 21/12/2018 qui fait état d'un rappel de cotisations final de 104843,00 € auquel s'ajoute des majorations de 10535,00 €. La totalité de ces charges ont été inscrites dans les comptes 2019. L'UDAF 76 a fait une demande par l'intermédiaire de son avocat auprès de la commission de recours amiable de l'Urssaf, qui nous a opposé un refus le 24/10/2019. L'UDAF 76 a porté l'affaire avec son avocat auprès du tribunal judiciaire, pôle social à Rouen, pour réduire ce montant et en obtenir le remboursement. Par jugement définitif rendu le 27 septembre 2021, le Pôle Social du Tribunal Judiciaire de ROUEN a annulé partiellement le redressement opéré par l'Urssaf à l'encontre de l'UDAF 76, en écartant toutes les sommes redressées au titre de l'année 2015 pour 25 571 € (le redressement sur l'année 2015 étant prescrit). La procédure à ce jour est terminée, l'Urssaf n'ayant pas fait appel de cette décision, et le tribunal nous ayant produit un certificat de non appel le 09 février 2022. Le redressement opéré par l'URSSAF au titre de 2015 annulé par le Tribunal Judiciaire de Rouen sera déduit des cotisations sociales de 2022 ou remboursé.

Voir le paragraphe B/12 page 19, le tableau des « Produits exceptionnels sur opérations de gestion ».

## 2) La continuité de l'exploitation.

Aucun événement ne remet en cause la continuité de l'exploitation sur l'exercice 2022.

### C/3- EVENEMENTS POST CLOTURE

Litige avec un salarié de l'UDAF 76 :

L'UDAF 76 a été convoquée devant le bureau de conciliation et d'orientation du Conseil des Prud'hommes de Rouen, le 03 mars 2023, par courrier du 20 janvier 2023, du fait de la saisine du Conseil le 19 janvier 2023, à la demande d'un salarié sorti des effectifs. L'audience du tribunal de mise en état est fixée au 12/09/2023.

La demande en condamnation formulée par le salarié est fixée selon les termes suivants :

- Réparation du préjudice subi et à titre subsidiaire 31 763,87 €
- Au titre de l'article 700 du code de procédure civile à 2 500,00 €
- Condamner L'UDAF 76 aux entiers dépens

Aucune provision comptable pour litige n'a été constituée à ce titre. Seule la décision de justice qui sera rendue permettra de connaître l'engagement de l'UDAF 76.

# **CABINET CARTIER**

*SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES*

*inscrite au tableau de l'ordre du Conseil Régional de Rouen*

*Membre de la Compagnie des Commissaires aux Comptes de Rouen*

37, Allée l'arc en ciel – 76230 BOIS GUILLAUME - Tél. 02 35 71 00 73

## **UNION DÉPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA SEINE MARITIME**

-----

### **RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES**

**EXERCICE 2022**

-----

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE  
DU 23 JUIN 2023**

Aux Membres de l'association,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions règlementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisé ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

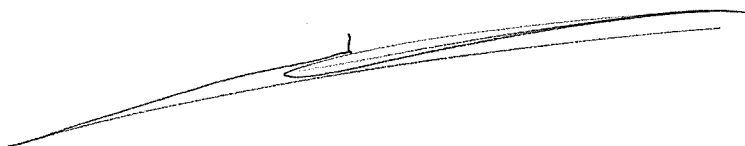
Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

#### **CONVENTIONS PASSES AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

**Fait à Mont Saint Aignan, le 23 juin 2023**

**Cabinet CARTIER**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Richard PETIT', written over a horizontal line.

**Richard PETIT**